

**PARIS (MPE-Média)** – « Nous sommes tous des Rio Tinto », vient de s'exclamer M. Bernard Van Craeynest, Président de la Confédération Française de l'Encadrement – Confédération Générale des Cadres (CFE-CGC) dans une adresse éditoriale directe aux candidats à la présidence de la République publiée cette semaine sur le site internet de son syndicat interprofessionnel, évoquant « l'exemple de Rio Tinto Alma au Québec », dont la direction a pris récemment des mesures de fermeture de capacités de production d'aluminium vivement contestées par les syndicats de la métallurgie québécois.

« Quelles nouvelles régulations financières, économiques et sociales pouvons-nous mettre en place à l'échelle de la planète pour endiguer les dégâts collatéraux de la mondialisation que nous subissons de plein fouet ? Si l'internationalisation des échanges est facteur d'opportunités pour certaines entreprises, la concurrence exacerbée entre les salariés de tous les pays tire vers le bas ceux des pays développés », interroge M. Van Craeynest, qui ne mâche pas ses mots pour décrire les choix et comportements des dirigeants des grands groupes.

### **Une seule crainte : l'opinion publique**

« Ils s'adaptent à tous les pays, à tous les régimes, dictatures comme démocraties, et à toutes les législations sociales. Entourés de conseils bien payés, ils mettent en place tous les moyens pour atteindre leurs objectifs. Ils ne craignent qu'une chose : le risque de réputation. Que leurs méthodes soient dévoilées et que les conséquences de leurs actes alertent l'opinion », continue le patron de la CFE-CGC, syndicat des cadres dont la branche métallurgie dirigée par François Hommeril Secrétaire National CFE-CGC Secteur Europe s'est récemment préoccupée du sort des sites Rio Tinto Alcan situés en France.

« Mais, même dans le cas où les consommateurs boudent les produits d'une marque, il suffit parfois de changer de nom et de reformater un groupe. L'exemple de Rio Tinto Alma, au Québec, illustre bien ces mécanismes à l'œuvre », poursuit le Président de la CFE-CGC : « Voilà le site d'un aluminier parmi les plus rentables au monde qui est arrêté par la direction, unilatéralement, pour mettre sous pression les salariés qui refusent de voir une partie de leurs emplois sous-traités. Cela fait quatre mois que ça dure ! Bien sûr, les clients passent à la concurrence. Cela ne gêne pas l'employeur. Il mène une opération de communication interne pour montrer sa détermination à faire passer sous ses fourches caudines l'ensemble des salariés de tous les sites à travers le monde », continue-t-il.

Vérification faite, pas moins de 26 communiqués de presse au contenu particulièrement orienté en défense des choix du groupe Rio Tinto et virulent vis-à-vis des délégués syndicaux peuvent être lus sur le site internet de la filiale québécoise d'Alma de Rio Tinto.

Aussi la CFE-CGC en appelle-t-elle par la voix de son président national à plus de régulation dans le dialogue social mais aussi dans l'extrême latitude laissée aux dirigeants des groupes industriels confrontés à des fluctuations de la demande en produits métalliques, qu'il s'agisse de l'aluminium, en l'occurrence, ou de l'acier : « les représentants des salariés d'Alma ne sont pas des révolutionnaires jusqu'au-boutistes. Ils demandent simplement à négocier. Ils ne bloquent pas leur usine. Ils en ont été exclus ! Leur outil de travail est inaccessible, interdit par des cerbères. Face à ce «lock-out», nos collègues ont entrepris les démarches juridiques nécessaires, recherchent toujours le contact pour dialoguer et négocier. Quelques-uns sont partis en Afrique, Australie, Nouvelle-Zélande, Europe, pour rencontrer leurs homologues des différents Rio Tinto. Deux d'entre eux sont venus à Paris au siège de la CFE-CGC cette semaine pour échanger avec nous. Leur action est pertinente. Face à une stratégie mondiale d'employeurs, il est temps de mettre en place l'équivalent pour les salariés. S'informer, s'épauler, agir de manière constructive pour rétablir les équilibres. Le travail vaut autant que la finance! », conclut M. Bernard Van Craeynest, dont le propos s'achève par l'annonce du dépôt auprès du prochain gouvernement « d'une demande précise de coordination des dirigeants de ce monde, pour qu'ils fassent rapidement la démonstration que ce n'est pas la finance et les multinationales qui gouvernent en leur lieu et place ».

### **La réponse de Rio Tinto Alcan Amérique du nord**

« Le syndicat semble croire qu'un rapport de force nous amènera à accepter ses demandes irréalistes, mais Rio Tinto Alcan ne peut concéder des choses qui pourraient hypothéquer le futur de l'Usine d'Alma. Ce n'est pas de cette manière que nous avons réussi à régler nos conventions collectives de travail depuis plus de quinze ans. Depuis le début des négociations, l'entreprise n'a soumis aucune demande pour modifier la convention collective en vigueur. Nous n'avons aucune demande sur la sous-traitance mais le syndicat veut limiter notre droit à la sous-traitance, un droit qui existe dans l'ensemble de nos conventions collectives depuis plusieurs décennies. Nous ne sommes pas en lockout parce que Rio Tinto Alcan demandait des concessions. Nous sommes en lockout parce que les demandes du syndicat étaient et demeurent complètement irréalistes et que nous avons la responsabilité de protéger nos actifs », répondait le DRH de la division métal primaire Amérique du nord de Rio Tinto Alcan aux délégués syndicaux québécois du groupe courant avril, quelques semaines après l'annonce par le PDG de la division M. Etienne Jacques de la confirmation de la réduction des deux tiers des capacités de production d'aluminium par électrolyse de l'usine d'Alma (Québec).

Deux causes sont avancées par la direction du groupe : la hausse des coûts de l'énergie dans ce pays, jugés plus élevés que ceux pratiqués aux Etats-Unis dans l'Etat de New-York, d'une part, le refus des syndicats de retravailler une partie des conventions collectives limitant la possibilité pour la direction opérationnelle de réduire le nombre des emplois en fonction des capacités mises en œuvre dans la période.

Pour produire une tonne d'aluminium électrolytique, il faut en moyenne 15 mégawatts que le contrat récent entre EDF et les électro-intensifs a fixé à près de 40€ le mégawatt/heure, nous précise M. Hommeril. Le site Rio Tinto Alcan de Saint-Jean-de Maurienne disposait quant à lui d'un contrat portant ce prix à 19€/MGW/heure en moyenne depuis plus de trente ans.

L'autre facteur énoncé par la direction du groupe est le prix moyen de vente de l'aluminium : le Président de Rio Tinto Alcan Métal Primaire Jean Simon a rappelé en février dernier que « depuis la fin de l'année 2008, la crise économique mondiale sévère a fait plonger le prix de l'aluminium de 3.400 dollars à 1.300 \$ la tonne, conséquence d'une baisse de 30 % de la demande mondiale. Remonté à 2.775 \$ la tonne à la fin d'août dernier, il a de nouveau plongé de 30 % dans le sillage de la crise des dettes souveraines ».

Nous sommes tous des Rio Tinto, hausse du prix de l'énergie et baisse du prix moyen de l'aluminium depuis 2007 oblige !

<http://www.usinealmariotintoalcan.com/fr/page/media-info/>